



SOUTENONS NOS LYCÉEN·NE·S

Depuis plusieurs jours, des lycéennes et des lycéens de Loire Atlantique se mobilisent dans de nombreux établissements pour dénoncer leurs conditions d'étude, le manque de personnels, les classes surchargées, les dysfonctionnements de leurs établissements et, plus largement, pour faire entendre leurs revendications. Contrairement à l'idée qu'essaie d'installer le gouvernement, leurs revendications ne sont pas partisans mais liées à leurs conditions de vie et d'études, et font ainsi partie de leurs droits fondamentaux de citoyen·ne·s. La jeunesse a le droit de s'exprimer, de revendiquer et de se mobiliser. Les lycéennes et les lycéens ne sont pas des fauteurs de troubles : ce sont des jeunes qui prennent la parole et veulent être entendus. Très attachées au respect de la citoyenneté et à la liberté d'expression des jeunes, nous tenons fermement au respect de l'autonomie des lycéen·ne·s comme des étudiant·e·s. Ce sont à elles et eux de définir leurs revendications et leurs mobilisations en toute indépendance. Pour autant, ils et elles ont besoin du reste de la société. En tant que parents, en tant que syndicalistes, nous devons les soutenir. **Mardi prochain, le 06 octobre, la jeunesse défilera dans les rues. Soyons présent·e·s au maximum à leurs côtés, notamment pour éviter les provocations de tout ordre.**

DE QUOI JE ME MÊLE ?

Quand le président du MEDEF, premier lobby du grand patronat français, déclare que la CGT et la CFDT jettent « une ombre suspecte » sur « la démocratie sociale » en combattant le RN, ce n'est pas un hasard. Sous le motif hypocrite de défendre la « démocratie sociale », qui d'ailleurs n'existe pas vraiment, il s'agit bien de prendre une position de soutien au RN contre le syndicalisme. Et il ne se trompe pas, dans toutes les villes aux mains du RN, ce parti s'attaque à la CGT, et donc aux travailleurs et travailleuses. Dix ans de macronisme ont fortement amoindri les capacités d'action du syndicalisme. La fin des CHSCT, les nouveaux CSE ont durablement limité le champ d'action des représentant·e·s des salarié·e·s. Mais quand le taux de profit est en chute libre, le Capital tente de rogner encore plus sur les conquêtes sociales pour reconstituer ses marges. Il s'en prend donc aux syndicats et fait de l'œil au RN qui semble le bon outil pour taper dessus. Dans un contexte de campagnes de harcèlement contre les personnalités qui s'expriment contre l'extrême droite, **la CGT garde sa ligne antiraciste** et participera à toutes initiatives contre la banalisation des paroles et

idées racistes, au travail comme dans la société.

DIALOGUE SOCIAL AU POINT MORT

Aujourd'hui le dialogue social est au point mort à la DGFIP, la CGT Finances Publique ne s'y résout pas et a décidé de **porter les revendications des personnels directement auprès des parlementaires**. La plupart des dossiers vus en CSAR ne sont plus soumis au vote des représentant·e·s des personnels. Le nombre pléthorique des points à l'ordre du jour ne permet aucun travail sérieux. Quelles que soient nos interventions, la Direction générale ne fait évoluer aucun point. Nous sommes face à une machine qui déroule obstinément ses éléments de langage pour ne pas avoir à prendre en compte nos réalités. 20 collègues ont mis fin à leurs jours en 2025, soit un taux de suicide deux fois supérieur au taux moyen au sein de la population active. La situation ne sera malheureusement pas bien meilleure pour 2026. Pour quelle réponse, au-delà d'un plan « premiers secours » et de pseudo-réunions « d'écoute » ?

VALEURS PEU ACTUELLES

Si Bercy ne fait même plus semblant d'écouter les représentant·e·s du personnel, la DG redouble d'effort pour diffuser des enquêtes pseudo participatives. Dernier « exploit » en date, après un « brain storming » de 250 collègues, au gré de 18 ateliers « d'intelligence collective », « on » a accouché d'une superbe enquête sur les « valeurs de la DGFIP » ! Six qualificatifs à classer, c'est un peu court même pour une enquête bidon. Au moins, la perte de temps de ce genre d'initiative est limité à la « réflexion initiale », mais où est le sens du service public ? Bref, moins on a de moyens, plus on gaspille notre temps de travail collectif en séminaires, questionnaires sans intérêts ou initiatives de cohésion. Un peu léger pour nous consoler de la qualité dégradée de notre travail, des sous-effectifs systémiques, des missions saccagées ou de nos salaires gelés !

COÛT DU PÉTROLE

Au-delà du faux débat des taxes sur le carburant, le vrai problème réside dans les sommes gigantesques que pétroliers et distributeurs se mettent dans les poches. TotalEnergies réalise en ce moment un bénéfice net par litre de carburant de l'ordre de 1,2 € (l'État récupère 1 €). Quant aux distributeurs, leurs marges ont été multipliées par 3 depuis 4 ans. (Source CGT FNIC)